



MÉMOIRE SUR LA GUERRE EN AFGHANISTAN

**Présenté par Québec solidaire aux audiences populaires pour
le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan**

9 FÉVRIER 2008



Table des matières

| | |
|--|----------------|
| La position de Québec Solidaire | Page 2 |
| La démocratie en Afghanistan | Page 2 |
| La souveraineté nationale | Page 5 |
| Les impacts sur le développement | Page 6 |
| Les impacts sur le développement afghan | Page 6 |
| Les impacts sur l'environnement | Page 10 |
| Les impacts sur la société canadienne | Page 11 |
| Les impacts sur la situation des femmes afghanes | Page 12 |
| Conclusion | Page 14 |
| Annexe | Page 16 |



Mémoire sur la guerre en Afghanistan

Présenté par Québec solidaire aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan organisées par le Collectif «Échec à la guerre»

Samedi, le 9 février 2008

Depuis l'arrivée des 2 500 soldats canadiens déployés par le gouvernement fédéral en 2002, on a recensé la perte de 79 canadiens, dont 78 soldats et 1 diplomate. Au cours de 2007, 30 soldats ont perdu la vie. Le 22 janvier dernier, le Groupe d'experts «indépendant» sur l'Afghanistan a livré ses recommandations¹ sur le rôle futur du Canada dans ce conflit qui dure depuis plus de six ans maintenant et qui semble loin d'être terminé. Il s'agit d'un comité sélectionné personnellement par un premier ministre qui a investi son capital politique dans ce conflit, et qui voit l'appui à la guerre diminuer de plus en plus chez la population québécoise et canadienne.²

Ledit groupe d'experts a été présidé par M. John Manley, ancien ministre des Affaires étrangères de 2000 à 2002 sous le gouvernement libéral de Paul Martin. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, il a été nommé au poste de président du nouveau Comité ministériel spécial sur la sécurité publique et l'antiterrorisme, devenant ainsi l'homologue canadien du directeur du *Department of Homeland Security* des États-Unis, Tom Ridge.

M. Manley nous dit dans l'introduction à son rapport, que «l'engagement du Canada en Afghanistan est important en raison des enjeux qu'il représente :

¹ http://www.canada-afghanistan.gc.ca/cip-pic/afghanistan/pdf/Afghan_Report_web_f.pdf

² Selon un sondage de juin 2007 de *Léger Marketing*, 62% des québécois demandaient le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan avant 2009, 41% le demandaient immédiatement, voir : <http://www.legermarketing.com/documents/SPCLM/070620FR.pdf>. Au Canada, 59% se considéraient comme étant « totalement opposé » à la mission canadienne, selon un sondage fait par *The Strategic Counsel* en juillet 2007, voir : http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20070718/afghanistan_poll_070718/20070718

la sécurité du Canada et du reste du monde, notre réputation sur la scène internationale et la possibilité de contribuer au mieux-être de l'un des peuples les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète». Nous estimons donc légitime, devant ces affirmations, de nous demander de quelle sécurité parle M. Manley au juste, tout en questionnant pourquoi vouloir contribuer au «mieux-être» de façon spécifique en Afghanistan alors que tant d'autres pays auraient besoin de la solidarité des Canadiens et des Canadiennes?

La position de Québec Solidaire

Québec solidaire est un parti qui promeut des rapports respectueux et solidaires entre les nations et les peuples. Nous sommes contre la participation militaire du Canada en Afghanistan et nous allons expliquer pourquoi. Afin de faciliter la présentation nous abordons cette partie sous l'angle de nos valeurs. Québec solidaire s'oppose fortement à la présence des troupes canadiennes en Afghanistan. En septembre 2006 le Conseil national du parti a adopté une position en faveur du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan.³ Cette guerre va à l'encontre de nos valeurs en tant que féministes, écologistes, pacifistes, souverainistes et altermondialistes. Nous proposons donc une réponse aux conclusions du rapport Manley reposant sur une analyse des motifs-clés soutenant la thèse ayant mené à leur élaboration, c'est-à-dire la souveraineté nationale et la démocratie, le développement, et la situation des femmes afghanes.

La démocratie en Afghanistan

Parmi les raisons qu'on nous a données pour chasser *manu militari* le gouvernement taliban du pouvoir en Afghanistan en 2001 se trouve l'idée d'apporter la démocratie en ce pays.⁴ Stephen Harper l'a souligné en février 2006, en disant que « l'Afghanistan est loin de chez nous, mais les questions que nous soulevons ici – bâtir la démocratie, réduire la pauvreté, lutter contre

³ Voir le document « Proposition d'urgence du Comité de coordination nationale de Québec solidaire sur l'intervention canadienne en Afghanistan » en annexe.

⁴ On rappelle la question de revanche pour les attentats du 11 septembre, combattre le terrorisme, libérer les femmes, reconstruire le pays et maintenant instaurer la démocratie.

le terrorisme, célébrer le pluralisme – touchent le monde entier. »⁵ En même temps, le rapport Manley répète un refrain qu'on entend de plus en plus souvent, celui claironnant qu' « il serait utopique de croire que cinq ou même dix années de présence militaire et d'aide de l'Occident pourraient amener l'Afghanistan à ressembler à un pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. » Il y a, évidemment, un élément d'hyperbole dans cette déclaration (comme si quelqu'un pensait que l'Afghanistan pourrait dépasser l'Allemagne dans quelques années), mais le message que le comité du sénat canadien entend véhiculer est clair : on ne devrait pas espérer de bons résultats à court terme. Ceci met en relief le fait qu'à part l'existence d'un État démocratique formel, il n'y a pas grand chose à célébrer au niveau de la démocratie afghane en ce moment.

De plus, le rapport du comité du sénat canadien avoue que la corruption est systémique dans le pays, en affirmant entre que « comme les policiers et les fonctionnaires sont mal payés et que les gouverneurs de certains États (qui tous sont nommés par le président) se servent sans vergogne à même les caisses de l'État, beaucoup de policiers et de fonctionnaires soutirent régulièrement de l'argent aux citoyens ordinaires. »⁶

La journaliste Kate Clark rapporte que lors de son voyage en Afghanistan en 2006, « les plaintes de plusieurs habitants de Badakhshan – et d'ailleurs – étaient que leurs vies sont toujours contrôlées par les vieux réseaux divisés en factions. Dans le nord-est, chaque représentant que j'ai rencontré était anciennement moudjahidine, et ils appartenaient presque tous à la même faction.»⁷ Toujours selon Clark, « La décision d'appuyer et d'armer l'Alliance du nord et d'autres groupes tribaux et moudjahidines malgré leurs histoire de crimes de guerre a apporté une victoire rapide contre les Talibans. Cependant, les commandants ayant déjà subi des défaites aux mains des Talibans ont comblé le vide laissé par le régime en fuite.»⁸ Ce genre de mariage de convenance mine une vraie transition vers la démocratie. Au lieu

⁵ Stephen Harper, « Le Premier ministre Stephen Harper annonce une aide financière supplémentaire pour l'Afghanistan, » Site Web du Premier Ministre, <http://pm.gc.ca/fra/media.asp?id=1555>

⁶ Rapport intérimaire du Comité sénatorial, p. 8

⁷ Kate Clark, « The Real Afghan War », *The New Statesman* 27 novembre 2006. *Notre traduction.*

⁸ *Idem.* *Notre traduction.*

de laisser la population afghane choisir son propre destin, les forces d'occupation de l'OTAN ont jugé bon d'appuyer une section de la société des plus corrompues pour la simple raison que ces personnes étaient prêtes à collaborer avec Washington.⁹

Le plus grand et le plus important défi de l'occupation fut la formation d'un parlement à Kaboul. Le parlement remplace maintenant les rencontres sporadiques du *Loya Jirga*, une assemblée afghane traditionnelle instaurée en 2002 comme organisme transitoire. Cet organisme, aux apparences démocratiques, était chargé d'une seule tâche : la rédaction, en collaboration avec les autorités états-uniennes, d'une nouvelle constitution. Ce processus était controversé non seulement parce qu'un pays étranger y exerçait beaucoup d'influence, mais aussi de par la présence des commandants de l'Alliance du nord, accusés de corruption. Dans les mots de John Sifton de *Human Rights Watch* :

*Plusieurs candidats se plaignaient d'une atmosphère de peur et corruption...La majorité des 502 délégués élus étaient membres des blocs de votes contrôlés par des chefs de factions militaires, ou des seigneurs de guerre.*¹⁰

Les élections afghanes de septembre 2005 ont encore plus légitimé et consolidé le pouvoir des seigneurs de guerre. Par ailleurs, des accusations d'intimidation et d'ingérence, n'ont pas concerné au premier chef les seigneurs de guerre mais bien les États-Unis. Le candidat Mohammed Mohaqiq disait au journal *Los Angeles Times* que l'Ambassadeur Américain Zalmay Khalilzad l'avait approché afin d'essayer de le convaincre de ne pas se présenter : « Il m'a dit de me retirer, mais il n'a pas fait beaucoup de pression, dit Mohaqiq. C'était plutôt une demande ». Mohaqiq prétend que la même chose est arrivée à plusieurs candidats opposés au président Karzaï.¹¹

⁹ On note, d'ailleurs, que c'est cette politique qui est à l'origine de la fondation de al-Quaïda.

¹⁰ John Sifton, « Flawed Charter for a Land Ruled by Fear, » *International Herald Tribune*, 7 janvier 2004. *Notre traduction.* Voir

<http://www.hrw.org/english/docs/2004/01/06/afghan6911.htm>

¹¹ Paul Watson, « US Hand Seen in Afghan Election, c *Los Angeles Times*, 23 septembre 2004. http://www.ccmep.org/2004_articles/afghanistan/092304_some_candidates.htm.

Mohaqiq a remporté 11,7% des voix.

La démocratie existe en Afghanistan mais elle est limitée – de plusieurs façons – par l'ingérence des pays étrangers.

La souveraineté nationale

La défense et la promotion de la démocratie, associée à la promotion ainsi qu'à l'expression de la souveraineté nationale afghane, est l'un des motifs justifiant l'intervention militaire canadienne en Afghanistan. Cependant, les principaux et principales intéressé-es semblent avoir une version qui diffère de celle défendue par leurs soi-disant bienfaiteurs de l'Alliance Atlantique.

À titre d'exemple, voici une déclaration de la RAWA (*Revolutionary Association of Women of Afghanistan*), dont fait partie la députée Malalai Joya :

Les États-Unis et leurs alliés essaient de légitimer l'occupation militaire de l'Afghanistan en prétendant apporter la liberté et la démocratie pour le peuple afghan. Mais l'expérience que nous avons eue au cours des trois dernières décennies relativement au sort de notre peuple révèle que le gouvernement des États-Unis considère en tout premier lieu ses propres intérêts politiques et économiques, et a donné du pouvoir et de l'équipement aux groupes fondamentalistes les plus traîtres, anti-démocratiques, misogynes et corrompus d'Afghanistan.¹²

La députée afghane Malalai Joya avait par ailleurs déclaré en septembre 2006 lors de son passage au congrès du NPD au Canada : «Je crois qu'aucune nation ne peut donner la liberté à une autre nation. La libération devrait être réalisée par le peuple lui-même. Si le Canada et d'autres pays veulent vraiment aider les Afghans, ils doivent agir de manière indépendante, au lieu de devenir l'instrument des mauvaises politiques des États-Unis. Ils

¹² Revolutionary Association of Women of Afghanistan, « The US and Her Fundamentalist Stooges are the Main Human Rights Violators In Afghanistan » 12 décembre, 2007, voir : http://www.rawa.org/events/dec10-07_e.htm

doivent s'ajuster aux souhaits et besoins des Afghans et cesser de soutenir les seigneurs de la guerre ». ¹³

Les impacts sur le développement

Qui dit développement dit processus et entend essentiellement l'analyse de données sociodémographiques et économiques. Ainsi, quelques données démographiques révèlent comment et à quel point la population afghane était, est et selon toute vraisemblance demeurera d'une extrême pauvreté et aux prises avec de considérables problèmes environnementaux, sans omettre de mentionner les effets néfastes de la mission afghane sur la société canadienne et les finances de son gouvernement.

Les impacts sur le développement afghan

Tout d'abord, la population afghane atteignait, en 2006, 31,1 millions d'individus dont 75% vivant en milieu rural. En traçant le lien avec la destruction de l'infrastructure agricole, il serait juste de s'inquiéter de cette population car, tout compte fait, ces chiffres nous démontrent qu'en Afghanistan, bien que la population soit aux trois quarts rurale, trois décennies de guerre ont contaminé la plupart des terres et détruit la majorité des infrastructures agroalimentaires.

Ensuite, l'Afghanistan doit également faire face à un « exode des cerveaux » massif. En fait, depuis 1979, première année de l'invasion du pays par l'armée soviétique, le système de santé a été réduit en ruines, non seulement à cause de la destruction physique des infrastructures du système de santé, mais également à cause de l'exode des professionnels vers des terres plus clémentes. Par exemple, en 2004, il y avait en moyenne une installation médicale pour 27 000 personnes, mais, en certains endroits, il n'y a qu'une seule installation pour 300 000 personnes. Toujours en 2004, les organisations internationales fournissaient une grande partie des soins de santé mais le fait demeure que 25% de la population ne peut en bénéficier. L'année précédente, en 2003, il y avait 11 médecins et 18 infirmières pour

¹³ Malalai Joya, Discours prononcé le 9 septembre 2006, à Québec, lors du Congrès du NPD fédéral, voir : <http://www.npd.ca/page/4329>

une population de 100 000 personnes, ce qui s'avère hautement insuffisant pour satisfaire les besoins énormes provoqués par les effets physiques et psychologiques de la guerre, les autorités médicales estimant à 800 000 le nombre de personnes handicapées.

Toujours pour l'année 2004, la Banque mondiale a publié certaines données au sujet de l'Afghanistan, affirmant entre autre que le pays avait la plus grande proportion de veuves et d'orphelins au monde. 20% des familles n'ont pas une source de nourriture assurée, et entre 50 et 60% d'entre elles se trouvent dans un état d'indigence.¹⁴

En outre, l'Afghanistan a souvent été assailli par les guerres et, par conséquent, l'infrastructure agricole est presque inexistante. De plus, différentes sources d'information stipulent qu'on y produit 90 pour cent de l'opium dans le monde. L'Afghanistan comprenait autrefois d'importantes forêts irriguées par les moussons (vent venant de l'Océan Indien). Durant la guerre, des Talibans s'adonnaient au commerce illégal de troncs d'arbres avec le Pakistan, détruisant une grande partie de la forêt. Les bombardements des États-Unis et les réfugiés ayant besoin de bois pour la cuisson des aliments ont détruit une grande part de ce qui restait.

Il va sans dire que l'Afghanistan a besoin de recevoir un appui massif de la communauté internationale afin d'assurer sa reconstruction et son développement. D'ailleurs, plusieurs organismes non gouvernementaux travaillent en Afghanistan dans ce sens depuis de nombreuses années; certains faits mettent cependant en lumière que la présence des troupes étrangères a compliqué leur travail et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement, dans les régions les plus affectées par la guerre, les projets ne sont tout simplement pas réalisés. Le rapport du comité du sénat canadien sur l'Afghanistan, publié en février 2007, note que :

*L'Agence canadienne de développement international
(ACDI) affirme qu'elle exécute des activités de*

¹⁴ US Library of Congress – Federal Research Division, « Country Profile: Afghanistan, May 2006 », voir <http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/profiles/Afghanistan.pdf>

*développement [à Kandahar], mais personne n'a pu le montrer. Le Canada a bien contribué à la construction d'une route qui rend les incursions militaires moins dangereuses, mais ce n'est pas un kilomètre de route, aussi importante soit-elle sur le plan stratégique, qui va nous gagner les cœurs et les esprits. Des journalistes disent avoir vu des signes d'activités utiles, mais elles semblent limitées.*¹⁵

Deuxièmement, le gouvernement fédéral a accordé 1,2 milliards de dollars à la reconstruction en Afghanistan entre 2001 à 2011. Alors pourquoi voit-on si peu de résultats visibles sur le terrain ? Certaines ONG accusent le gouvernement de faire dévier des fonds alloués au développement dans les coffres des Forces canadiennes (FC).¹⁶ L'armée est souvent chargée de réaliser plusieurs projets elle-même. Or, ces projets ne sont pas simplement le fruit d'une volonté altruiste, ayant au contraire comme but de gagner « le cœur et l'esprit » de la population pour qu'elle appuie le gouvernement en place alors que le travail des ONG devrait être neutre et apolitique.

Cette stratégie de l'armée canadienne est une extension de celle de l'armée états-unienne depuis l'invasion d'octobre 2001. C'est aussi une partie fondamentale de la stratégie des « trois D » sur laquelle repose l'intervention canadienne (défense, diplomatie et développement). L'armée américaine a mis sur pied des équipes dédiées aux projets humanitaires qui se nomment les Équipes provinciales de reconstruction (EPR). Le Canada participe directement à cette initiative depuis août 2005, lorsque que le Canada a pris la direction de l'EPR à Kandahar. Précisément, les EPR se trouvent souvent en compétition ou même en conflit avec des ONG conventionnels. Or, un problème majeur dans cette façon de procéder est le fait que le travail humanitaire effectué par les soldats est notoirement inefficace. À titre d'exemple, la construction de quelques écoles qui coûterait normalement

¹⁵ « Les troupes canadiennes en Afghanistan : il faut voir les choses en face ». Rapport intérimaire du Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité, février 2007, pp. 8 à 9. <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-f/defe-f/rep-f/repfeb07-f.pdf>

¹⁶ Marco Labrie (Directeur général de la Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke), « Guerre et aide au développement : dangereux amalgame », *Tribune Libre*, mardi le 16 janvier 2007

environ 10 000 \$ peut coûter jusqu'à 10 millions \$ par année en terme de personnel et d'appui logistique.¹⁷

En troisième lieu, d'autres ONG ont critiqué la façon dont des organismes sont instrumentalisés par des gouvernements pour des fins politiques. Un rapport préparé par John Cosgrave de l'organisme ActionAid a révélé que si les sommes allouées à l'aide humanitaire se sont accrues depuis 2001, les décisions quant à ces sommes sont prises de plus en plus selon « leur utilité en terme de sécurité et de politique étrangère plutôt que dans des buts humanitaires ».¹⁸ L'armée est critiquée pour la façon dont elle utilise l'aide humanitaire à des fins strictement militaires. Les projets peuvent être arrêtés si, par exemple, un village refuse de coopérer avec les autorités. Plusieurs ONG craignent que la coexistence de ces projets avec de vrais projets humanitaires mine les relations qu'ils ont développées au fil des ans avec la population locale. Par rapport aux EPR, un rapport publié par la coalition InterAction, regroupant 159 organismes, incluant Médecins sans Frontières, CARE et Oxfam America, affirme qu'il « ne croit pas que les membres militaires des EPR devrait être impliqués dans des activités humanitaires ou de reconstruction ».¹⁹

La logique de cette convergence militaire et humanitaire n'a pas échappé aux ennemis de l'occupation. Les écoles, les hôpitaux, les ponts et les rues construits, tant par les soldats que par les vrais ONG font souvent l'objet d'attaques par l'insurrection. Ceci met en danger non seulement les membres des organismes mais aussi les afghanes et afghans qui veulent les utiliser. En 2004, l'organisme Médecins sans frontières s'est retiré de l'Afghanistan après le meurtre de cinq de ses membres par les talibans alors que cela faisait 24 ans que l'organisme oeuvrait dans le pays et tentait d'établir son indépendance. Selon Gerry Barr du Conseil canadien pour la coopération internationale et Kevin McCort de CARE Canada : « en associant des acteurs militaires armés aux travailleurs humanitaires, on transforme ces

¹⁷ *Refugees International*, « Security on the Cheap: PRTs in Afghanistan », 7 juillet 2003, <http://refugeesinternational.org/content/article/detail/887>

¹⁸ John Cosgrave, « The Impact of the *War on Terror* on Aid Flows », *ActionAid*, 11 avril 2007, <http://www.realityofaid.org/themeshow.php?id=39>

¹⁹ « Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan, » Mémoire adopté par le Groupe de travail sur le reconstruction en Afghanistan d'*InterAction*, 23 avril 2003, http://www.interaction.org/files.cgi/1541_FINAL_PRT_POSITION_PAPER.pdf

derniers en cibles de guerre, de même que l'aide et les civils qui en ont terriblement besoin. »²⁰

En somme, une simple comparaison des sommes investies en armement par rapport à celles octroyées au développement amène l'observateur et se demander ce que le rapport Manley entend lorsqu'il fait référence au terme « développement ». Les informations que nous venons de mentionner nous amènent à constater que les objectifs de démocratie et de bien-être pour le peuple afghan se trouvent bien loin de ce qui se passe dans la réalité.

Les impacts sur l'environnement

Aujourd'hui, moins de 2% de la surface du pays est couverte de forêts et les bombes ont mis en péril une grande partie de la vie animale.²¹ Un grand nombre de grands animaux tels des léopards trouvent refuge dans les montagnes mais leur habitat est maintenant utilisé comme base pour les forces militaires. En outre, d'importants dommages ont été causés à l'environnement et la population souffre de graves problèmes de santé dus à l'utilisation massive d'armement composé de matière toxiques. On estime d'ailleurs que déjà en 2001, 10 000 villages et leurs environs étaient détruits. L'eau potable se raréfie en raison des fuites, de la contamination bactérienne et d'autres problèmes.

Les explosifs ont contaminé l'air, l'eau et la terre. Un exemple : la cyclonite, une substance toxique utilisée dans les explosifs, peut causer des maladies importantes comme le cancer. Aussi, les combustibles pour les missiles contiennent du perchlorate, un contaminant s'attaquant principalement aux ressources hydriques. Ce produit cause d'importants dommages à la glande thyroïde et s'avère une menace sérieuse pour la santé humaine et la viabilité des sources d'eau potable.²²

²⁰ Gerry Barr et Kevin McCort, « L'aide internationale comme arme de combat? Une très mauvaise idée », *Embassy*, 28 novembre 2007, http://www.ccic.ca/f/004/oped_2007_11_28_aid_as_a_combat_tool.shtml

²¹ US Library of Congress – Federal Research Division, ouvrage cité.

²² S.M. Enzler, « Environmental Effects of Warfare » voir : <http://www.lenntech.com/environmental-effects-war.htm>

Les impacts sur la société canadienne

La réaction canadienne aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone a profondément modifié la structure et le rôle des Forces armées canadiennes. En fait, l'armée est devenue l'épicentre des débats relatifs à la politique étrangère du Canada et l'objet d'une attention accrue des médias, au gré du rapatriement des dépouilles de nos soldats depuis l'Afghanistan. Non seulement le coût en vies humaines augmente, mais notre présence en Afghanistan a aussi un coût économique croissant.

Selon le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les documents cités par Steven Staples et Bill Robinson dans un rapport daté d'octobre 2007, les dépenses militaires reliées à la mission afghane pour l'année fiscale 2007-2008 s'avèrent supérieures de 27% aux dépenses militaires antérieures au 11 septembre 2001. En chiffres absolus, on prévoit que les dépenses militaires canadiennes totaliseront 18,24 milliards de dollars par année en 2007-2008, une augmentation de 9% par rapport à 2006-2007. En mars 2008, les dépenses militaires canadiennes relatives à la mission afghane représenteront, à elles seules, 7,2 milliards de dollars. Du point de vue de la position du Canada au sein de l'OTAN, composée de 26 membres, en termes de dépenses militaires, le Canada est passé, en 2007, de la 7^{ième} à la 6^{ième} place tandis qu'internationalement, il est passé de la 16^{ième} à la 13^{ième} place.²³

Un fait méconnu mettant en perspective les dépenses militaires canadiennes révèle que ces dépenses, en dollars réels (après calcul de l'inflation), sont à leur plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où le pays entier était mobilisé pour combattre le Troisième Reich. De plus, nos dépenses militaires sont maintenant plus élevées que durant la Guerre de Corée. En fait, en 1952, le Canada était engagé militairement dans la péninsule coréenne tandis que les États-Unis et l'URSS testaient leurs premières bombes H. En somme, cette grande ironie historique démontre

²³ Steven Staples et Bill Robinson, « More than the Cold War : Canada's military spending 2007-2008 » *Foreign Policy Series* 2.3, 2007, voir: http://www.policyalternatives.ca/documents/National_Office_Pubs/2007/More_Than_the_Cold_War.pdf

que nous dépensons actuellement plus d'argent pour mener « la guerre au terrorisme » en Afghanistan que nous en dépensions au plus fort de la Guerre froide contre l'Union soviétique.²⁴

Les impacts sur la situation des femmes afghanes

La question des droits des femmes est souvent invoquée comme justification pour la guerre. Le féminisme est au cœur de nos valeurs solidaires. La situation des femmes en Afghanistan est particulièrement grave depuis presque 30 ans. Toujours les premières victimes de la guerre, les femmes afghanes ont subi 27 ans de guerre jusqu'à maintenant. Elles ont vécu la cruauté des talibans et celle des moudjahidines. Il est important de se demander quels sont les effets que l'intervention militaire a eu sur leurs vies. La ministre de la Coopération internationale, Josée Verner, nous rappelle le passé des talibans dans une entrevue publiée par le quotidien Le Soleil :

« On a peut-être oublié de le dire, mais le régime taliban était l'un des plus misogynes dans le monde... On parle de femmes médecins clouées sur la porte de leur domicile. On parle d'une petite fille de 10 ans amputée des doigts pour avoir porté du vernis à ongles. On parle de femmes lapidées dans des stades publics pour des crimes mineurs. On parle de femmes à qui on a interdit les bains publics alors que c'était leur seul moyen d'hygiène. »

Le départ d'un tel régime a été l'objet de célébrations, mais de très courte durée pour les femmes afghanes. Dans le nouvel Afghanistan d'Hamid Karzaï, les postes gouvernementaux ont été comblés, sauf quelques rares exceptions, par d'anciens seigneurs de guerre. Par conséquent, plusieurs atrocités commises à l'endroit de la population féminine d'Afghanistan, autant par des talibans que par des non-talibans, ont toujours lieu.

Exemple parmi tant d'autres, la ville de Herat est aujourd'hui placée sous le contrôle d'Ismail Khan, un ex-commandant moudjahidine. Il y est interdit aux

²⁴ *idem.*

hommes de donner des cours privés à des filles et à des femmes et les écoles mixtes y sont toujours prohibées. De plus, les femmes ne sont pas autorisées à voyager seules en taxi, ce qui limite leur mobilité de façon significative, tout en étant encore obligées de porter la «burka» par une police religieuse chargée de les surveiller. D'ailleurs, ces constables intégristes ont également le droit d'exiger qu'une « vérification de la chasteté » soit effectuée par une gynécologue. Bref, depuis la guerre contre les forces soviétiques, la réputation d'Ismail Khan en matière d'intégrisme religieux n'est plus à faire, et, pour plusieurs femmes de Herat, Khan a contribué à l'intensification de leur oppression. En somme, le suicide de masse de quelques centaines de femmes par immolation est fort probablement lié à l'arrivée de Khan au pouvoir.

À Kaboul, ville que l'on prétend être la plus sécuritaire du pays, une « police de la vertu islamique » suit les femmes dans les rues et harcèle celles qui se maquillent ou qui ne portent pas les vêtements traditionnels, c'est-à-dire la tenue imposée par les Talibans. Au-delà des limites de la capitale, la situation est si grave qu'Amnistie Internationale a rapporté ce qui suit :

Les exactions perpétrées par des groupes armés contre les femmes et les filles depuis l'effondrement du gouvernement taliban en novembre 2001 incluent entre autres des viols, des enlèvements, des mariages forcés... Dans certaines régions de l'Afghanistan les femmes disent que l'insécurité et le risque de violence sexuelle font en sorte que leurs vies sont pires qu'elles ne l'étaient au cours de l'ère des talibans.

Ce rapport reproche aux commandants de l'Alliance du Nord et de l'Armée nationale afghane d'être responsables de ces abus et du fait qu'ils s'échangent des femmes comme cadeaux.

On peut lire dans un rapport effectué par le comité permanent de la défense nationale en juin 2007, que « les forces canadiennes n'ont aucun rôle direct à jouer sur le plan de la condition des femmes, qui relève davantage de l'ACDI ». Ledit comité a fait appel à Mme Rina Amri, conseillère principale

pour les questions touchant l'Afghanistan et la région au Open Society Institute, qui voit d'un bon œil la campagne militaire :

Je trouve paradoxal que d'une part les gens parlent de la situation des femmes et de la nécessité d'intervenir, alors qu'ils refusent de s'engager sur le plan militaire en Afghanistan, qu'ils refusent d'y envoyer des soldats... À moins d'un engagement ferme à envoyer des soldats sur le terrain et rétablir la sécurité en Afghanistan, la situation des Afghanes ne va pas s'améliorer.

On ne parle donc plus de la liberté des femmes mais on se vante du nombre de filles qui vont maintenant à l'école ... à Kaboul.

Plutôt que défendre la liberté et l'émancipation de la femme afghane, trois des six objectifs énoncés par le Ministère de la Défense nationale pour la mission en Afghanistan donnent en fait à nos troupes un rôle d'appui politique pour le gouvernement qui a été mis en place par les États-Unis et les seigneurs de la guerre afghans, sans plus.

En fait, toutes les opérations menées par les Forces Canadiennes en Afghanistan ont lieu avec le consentement du gouvernement afghan et à la demande de celui-ci dans le but :

[...] de mener des opérations à l'appui des forces de sécurité nationale afghanes; d'aider à accroître et améliorer la capacité de gouvernance des Afghans; d'aider à étendre l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan dans le Sud;²⁵

Il s'agit d'un gouvernement corrompu et détesté par sa propre population, envoyant à la torture les prisonniers que nos soldats lui transfèrent depuis des années. Québec solidaire, comme la majorité de la population du Québec, considère que cette opération désastreuse ait assez duré.

²⁵ Site du Ministère de la Défense nationale, http://www.dnd.ca/site/afghanistan/why_f.asp, consulté le 4 février 2008.

Conclusion

Somme toute, le présent mémoire et l'analyse qu'il renferme démontrent que les conclusions et les objectifs du rapport Manley sont contredits par des faits voulant que la démocratie n'existe en Afghanistan que sous une forme limitée par l'ingérence des pays étrangers, que l'intervention de l'OTAN n'apporte que peu de chose au développement de ce pays et ce lorsqu'elle ne lui nuit pas carrément, que cette même intervention provoque des désastres écologiques tout en n'améliorant guère le sort des femmes afghanes, sans oublier les effets néfastes de la mission afghane sur la société canadienne et son trésor public.

Il faut donc réclamer, dès maintenant, le départ des troupes canadiennes d'Afghanistan, soutenir les organismes de la société civile afghane de même que ceux et celles parmi les élu(e)s exprimant le désir d'implanter une démocratie véritable et un développement tenant compte des besoins de l'ensemble de la population. Le peuple afghan a droit à notre solidarité, car les politiques de notre gouvernement et de ses alliés, guidés par des intérêts égoïstes et la convoitise, sont en partie responsables de la destruction de l'Afghanistan.

En définitive, nous affirmons qu'une invasion qui entame déjà sa sixième année a apporté plus de destruction que de développement, ce qui nous emmène à promouvoir un développement solidaire par opposition au développement défendu par le rapport Manley, c'est-à-dire un développement militarisé et inefficace.

Annexe – Proposition d'urgence du retrait des troupes canadiennes en Afghanistan

Proposition d'urgence du Comité de coordination nationale de Québec Solidaire sur l'intervention canadienne en Afghanistan

30 septembre 2006

Attendu que :

- Selon un sondage en mars²⁶, le trois quart des québécois (70 % des Canadiens) pensent que la mission de l'armée Canadienne à Kandahar est le maintien de la paix, alors qu'il s'agit d'une mission de guerre. Cette confusion se comprend, car depuis Pearson, le Canada entretient l'image d'une nation pacifique. En 50 ans, plus de 100 000 Canadiens ont servi dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Mais cette image est maintenant mise au rancart. Sous la pression de l'élite des milieux d'affaires canadiens ainsi que le lobby militaire, on assiste depuis 15 ans à une militarisation de la politique étrangère canadienne. L'armée canadienne intervient de plus en plus sans mandat de l'ONU, au sein d'opérations de combat. Le gouvernement Harper n'a fait qu'accélérer ce processus déjà bien enclenché en augmentant de façon spectaculaire les budgets de l'armée et en l'alignant plus que jamais aux impératifs géostratégiques de l'administration Bush.
- Nous déplorons la mort tragique des hommes et des femmes, du Canada ou d'Afghanistan, qui sont tués dans l'exercice de leurs fonctions. Nous croyons en la sincérité et la noblesse des intentions de la plupart des individus qui participent à la mission en cours en Afghanistan et nous souhaitons qu'ils et elles reviennent au Canada sains et saufs. Mais, M. Harper a augmenté le nombre des soldats en Afghanistan, non pas pour reconstruire l'Afghanistan ou promouvoir les droits des femmes, mais pour aller se battre aux côtés de 8000 soldats étasuniens, sous le commandement de l'opération Archer²⁷, en appui à l'opération « Liberté Immuable » menée par le Pentagone. Sous prétexte de lutte au terrorisme, le Pentagone poursuit des intérêts militaires et économiques bien précis. Les États-Unis ont implanté plusieurs bases militaires stratégiques en Afghanistan à proximité de leurs ennemis et rivaux (Iran, Russie, Chine). Les troupes canadiennes se sont déployées à Kandahar, un bastion des Talibans que le Pentagone veut neutraliser pour sécuriser la route de l'oléoduc Trans-Afghan. Ce projet vise l'acheminement des ressources en hydrocarbure de l'Asie Centrale, que convoitent des entreprises pétrolières depuis la chute de l'Union Soviétique, vers un port de l'Océan indien. Les États-Unis cherchent à contourner leurs adversaires régionaux en le passant par l'Afghanistan.
- La présence des troupes canadiennes en Afghanistan permet indirectement à l'armée US de déployer plus de troupes pour son occupation illégale et meurtrière de l'Irak.

²⁶ Sondage du Strategic Counsel, mars 2006, Le Devoir 29 mai 2006, p. a7

²⁷ Le commandement des troupes canadiennes passent à l'OTAN en 2007.

- Pour l'Afghanistan, cinq ans d'intervention militaire par le Pentagone et ses forces internationales alliées est un fiasco total. L'intervention avait acquis une relative légitimité parce que le peuple afghan l'avait accueilli avec espoir et parce que la conférence de Bonn sous l'égide de l'ONU tenue après le début des bombardements l'avait drapée de la rhétorique d'une opération de paix et d'aide multinationale. Le peuple afghan a lui-même sacrifié beaucoup d'efforts pour transformer les moindres opportunités offertes par le départ des Talibans en avancées sociales et démocratiques pour les femmes en particulier. Mais aujourd'hui cet espoir est en ruine.
- Le peuple afghan n'attend plus rien de bon de l'intervention des É.U. et ses alliés, car : dix fois plus d'argent a été consacré à la guerre qu'à l'aide à la reconstruction; le président Karzai agit en fantoche des É.U. sans aucune autorité en dehors de Kaboul; le contrôle des provinces est entre les mains d'une combinaison de trafiquants d'opium, d'anciens commandants talibans et de « seigneurs de guerre » de l'Alliance du Nord qui avait instauré la Charia bien avant les Talibans et plongé l'Afghanistan dans la guerre civile; ces criminels et leurs associés qui trempent dans la drogue ou la corruption, méprisent les droits démocratiques et bafouent les femmes, forment maintenant 60% des élus au parlement Afghan. La légitimité du gouvernement Karzai est plus que chancelante et l'intervention militaire des É.U. et ses alliés est méprisée par la population. La résurgence du mouvement des Talibans est en elle-même un symptôme flagrant de l'échec de toute l'opération « **Liberté immuable** » amorcée il y a cinq ans par le Pentagone et appuyée maintenant par les troupes canadiennes.
- Dans l'état actuel, la participation des troupes canadiennes à la guerre d'agression menée au nom de l'OTAN et dictée par les intérêts de l'administration Bush ne fait qu'accroître les problèmes du peuple afghan et augmenter pour le Canada et le Québec les risques sécuritaires liés au terrorisme.
- Le peuple afghan a été plus qu'à son tour victime des invasions et manipulations étrangères, des seigneurs de la guerre et des Talibans qui ont tour à tour violé son indépendance, détruit ou pillé ses ressources, ses villes et ses hommes, humilié et bafoué ses filles et ses femmes, le plongeant dans l'obscurantisme religieux ou détruisant toute capacité à se gouverner. Le peuple afghan a besoin de notre solidarité, pas de notre armée. Le peuple afghan a droit à notre solidarité car les politiques de notre gouvernement et ses alliés, guidés par des intérêts et des convoitises égoïstes, sont en partie responsables de la destruction de l'Afghanistan. Notre solidarité doit aller au peuple afghan pour qu'il puisse se libérer de l'oppression qu'il subit tant de la part des seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord, et des troupes étrangères qui leurs sont maintenant alliées, que des Talibans et autres insurgés qui combattent pour le retour du despotisme. Il n'y a pas de solution strictement militaire à cette fin.

- En théorie, nous pouvons appuyer une opération de Casques bleus, respectueuse du droit international et des droits humains, visant à protéger les populations civiles contre des armées privées criminelles en vue de défendre les droits démocratiques et sociaux et un développement centré sur les besoins des populations. Mais dans l'état actuel de l'intervention étrangère en Afghanistan, avec le Pentagone qui pratique détention arbitraire, torture et exactions systématiques contre la population civile, rien de tout cela n'est possible. En fait, il n'y a présentement aucune solution simple pour assurer la sécurité de la population afghane. Il faut explorer d'autres avenues pour aider le peuple afghan à échapper aux différents groupes armés réactionnaires qui se disputent l'Afghanistan depuis le retrait des troupes russes en 1989. Pour qu'il trouve sa voie démocratique, pour réaliser sa liberté et garantir les droits des femmes.
- 1. Québec solidaire demande le retrait de l'armée canadienne d'Afghanistan**
 - 2. Québec solidaire participera à la mobilisation pancanadienne du 28 octobre qui regroupe une large coalition d'organisations de la société civile qui exigent le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan**
 - 3. Québec solidaire appelle à une mobilisation internationale pour exiger de l'ONU - qui partage la lourde responsabilité de l'échec de l'intervention actuelle qu'elle a appuyée et dont les objectifs ont été trahis - de prendre la direction d'une nouvelle initiative multilatérale pour offrir son assistance au peuple afghan pour sortir de la crise grâce à une aide massive au développement social et économique et le soutien aux forces démocratiques.**
 - 4. Québec solidaire serait favorable à la participation canadienne à cette initiative - qui doit être dotée d'une direction civile qui échappe au contrôle des appareils militaires mais qui pourrait inclure une force d'interposition pour désarmer les partis en conflit et maintenir de la paix.**